

Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité

OBJET

*Inspections d'ouvrage d'art
Campagne 2020-2021*

Mandat d'ingénieur civil

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

M248TI

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GÉNÉRALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- Document B1 (agrafé et non relié)
 - Attestations demandées
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format pdf

- Document B1, dossier d'appel d'offre, document à remettre par le candidat.
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 103).
- Fiche type d'inspection
- Cartographie des ouvrages et allotissement

Lot 1 – Rive droite (11 ouvrages) :

- OA 3808 Viaduc de l'Avenue d'Aïre (*)
- OA 3821 Couverture des voies CFF de Saint-Jean - Tronçon 1 (**)
- OA 3822 Couverture des voies CFF de Saint-Jean - Tronçon 2 (**)
- OA 3823 Couverture des voies CFF de Saint-Jean - Tronçon 3 (**)
- OA 5002 PS Av. de France (*)
- OA 5013 PI de Sécheron (*)
- OA 5014 PI Sismondi (**)
- OA 5017 Galerie technique des Alpes LAM (**)
- OA 5018 Passerelle de la Paix (*)
- OA 5106 PS des Délices (**)
- OA 5139 Encorbellement rue de Saint-Jean (*)

Lot 2 – Rhône (17 ouvrages) :

- OA 5107 Pont du Mont-Blanc (*)
- OA 5108 PI pour piétons - Pont du Mont-Blanc - Rive gauche (**)
- OA 5113 Pont de la Machine (*)
- OA 5114 Passerelle de la Machine (*)
- OA 5115 Pont de l'Ile - Bras droit (*)
- OA 5116 Pont de l'Ile - Bras gauche (*)
- OA 5118 Pont de la Coulouvrenière (*)
- OA 5125 Pont Sous-Terre (*)
- OA 5126 Pont de Sous-Terre - PI piétons rive droite (*)
- OA 5127 Pont de Sous-Terre - PI piétons rive gauche (*)
- OA 5131 Aménagement piétons Halle de l'Ile - Forces Motrices (*)
- OA 5138 Passage flottant au fil du Rhône sous Pt du Mt Blanc (**)
- OA 5141 Quai Général-Guisan (**)
- OA 5142 Quai de la Poste trottoir en porte-à-faux (**)
- OA 5143 Quai de l'Ile - trottoir en porte à faux coté amont (*)
- OA 5145 Escalier métallique du Pont de la Coulouvrenière (**)
- OA 5148 Quai Turrettini (**)

Lot 3 – Arve et Rive gauche (16 ouvrages) :

- OA 3812 Pont de St Georges (*)
- OA 3813 Pont de Saint-Georges - PI piétons rive droite (**)
- OA 3814 Pont de Saint-Georges - PI piétons rive gauche (**)
- OA 3818 Passerelle de la promenade du Bois-de-la-Bâtie (**)
- OA 3915 Couverture du canal de l'Aire (*)
- OA 5120 Pont Charles-Galland - Jacques Dalcroze (*)
- OA 5121 Pont Charles-Galland - Boulevard Helvétique (*)
- OA 5122 Pont Saint-Victor - Jacques Dalcroze (*)
- OA 5123 Pont Saint-Victor - Boulevard Helvétique (*)
- OA 5133 Galerie technique des rues Basses (*)
- OA 5147 Pont Hans Wilsdorf (*)
- OA 5150 Rampe hélicoïdale Vélodrome (*)
- OA 5202 Pont des Acacias (*)
- OA 5204 Pont de la Fontenette (*)
- OA 5205 Pont du Val-d'Arve (*)
- OA 5206 Pont de Vessy (*)

(*) : Le maître d'ouvrage mettra à disposition le plan catalogue de l'ouvrage

(**) : Le maître d'ouvrage mettra à disposition le dossier d'ouvrage en sa possession

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.etat-ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève, Directives relatives à la constitution des dossiers définitifs par opérations (DPBA) sont consultables sur le site www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour :

Inspections d'ouvrage d'art – campagne 2020 - 2021

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les ingénieurs civils établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'ingénieur civil de l'école d'ingénieurs de Genève (EIG), des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne ou de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Fondations des registres suisses des ingénieurs, des architectes et des techniciens (REG A ou REG B), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève
Département des constructions de l'aménagement
Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité
Rue François-Dussaud 10 – 1227 Les Acacias

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

La Ville de Genève souhaite faire procéder à l'inspection périodique de 44 ouvrages d'art répartis en 3 lots.

2.2.2 Descriptif

Par soucis d'efficience, les lots ont été déterminés par secteur géographique, à savoir :

- Lot 1 : Ouvrage en rive droite
- Lot 2 : Ouvrages sur le Rhône
- Lot 3 : Ouvrages sur l'Arve et en rive gauche

Cet allotissement devrait permettre d'optimiser, entre autre, les conditions et les moyens d'accès aux ouvrages en tenant compte de leur environnement respectif spécifique. Ainsi, par exemple, l'utilisation des bateliers nécessaires à l'inspection de l'intrados des tabliers de pont enjambant le Rhône pourra être mutualisé parmi les différents ouvrages si les conditions de navigabilité le permettent.

Pour information, le maître d'ouvrage ne fournira volontairement aucune précédente inspection des ouvrages d'art, objet du présent appel d'offre, afin qu'un regard neuf, non influencé, puisse être porté sur l'état des ouvrages.

Il s'agira donc de procéder à une inspection principale visuelle par moyens simples au sens de la directive de l'OFROU, surveillance et entretien des ouvrages.

2.2.3 Programme

Les candidats s'engagent à réaliser toutes les inspections qui leur auront été confiées dans un délai maximum de 24 mois, à compter de la conclusion de leur contrat. Ainsi, pour tenir ce délai, le maître d'ouvrage désire instaurer des séances de suivi bimensuelles permettant de contrôler le stade d'avancement des inspections. Les candidats tiendront compte du temps nécessaires à l'organisation et à la participation à ces séances.

Les offres devront également tenir compte du temps nécessaire à l'élaboration du cahier des charges des prestations spécialisées (location batelier, location camion-nacelle, inspection subaquatique, drone, etc) nécessaires à l'inspection visuelle.

Aussi, en complément des constats visuels, les candidats tiendront compte dans leur offre du temps nécessaires à l'élaboration éventuelle du cahier des charges, au suivi et au contrôle des prestations de laboratoires utiles à la recherche de l'origine des défauts.

2.2.4 Situation foncière

L'ensemble des ouvrages d'art à inspecter sont propriété, ou copropriété, de la Ville de Genève.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Le coût des inspections est estimé à CHF 680'000 HT, y compris les frais des prestations spécialisés (location batelier, camion nacelle, etc) ne faisant pas partie de la qualité économique de l'offre présentée au chapitre 3.1. du document B1.

2.2.6 Prestations du mandataire

En répondant à la présente offre, les candidats s'engagent à réaliser des inspections impartiales et ne doivent en aucun cas prétendre à la reprise des inspections préalablement réalisées sur les ouvrages en question.

Les candidats décriront et chiffreront dans le document B1 toute autre prestation complémentaire éventuelle nécessaire à la réalisation de leur mandat permettant d'établir des inspections selon la fiche type d'inspection jointe en annexe au dossier. Des prestations supplémentaires ultérieures ne seront pas prises en compte.

Suite à leurs inspections, les candidats établiront un devis estimatif des travaux d'assainissement d'ouvrage à réaliser. Ce chiffrage fait partie intégrante des prestations du présent appel d'offre.

Une fois les inspections réalisées, le maître d'ouvrage fournira les précédentes inspections afin que les candidats puissent procéder au comparatif et l'appréciation de l'évolution de l'état de l'ouvrage. Cette analyse devra faire partie des prestations chiffrées dans le document B1.

▪ Etablissement de l'offre

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires au tarif temps.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, les tarifs horaires offerts seront ceux indiqués dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire maximum accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ **Renchérissment**

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

▪ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

Les dates ci-dessous sont intentionnelles et dépendantes d'échéances administratives.

Publication appel d'offres ingénieur civil :	janvier 2020
Adjudication mandat ingénieur civil :	mars 2020
Début des inspections :	avril 2020
Remise des rapports définitifs :	décembre 2021

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **3 mars 2020 à 11h00**

auprès de :
Ville de Genève
Département des constructions et de l'aménagement
Unité soumissions
4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)
Case postale 3983
1211 Genève 3
Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00.

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES M248TI
Inspection d'ouvrage d'art – Campagne 2020 - 2021

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé, est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux est admise.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur a prévu de diviser le marché en 3 lots :

- Lot 1 : Ouvrage en rive droite (11 ouvrages)
- Lot 2 : Ouvrages sur le Rhône (17 ouvrages)
- Lot 3 : Ouvrages sur l'Arve et en rive gauche (16 ouvrages)

Marché divisé en lots et règles d'attribution des lots

Le marché comprend 3 lots distincts auxquels chacun des candidats doit répondre obligatoirement et intégralement.

L'adjudication se fera par lot et leur ordre d'attribution sera défini du plus cher au moins cher (selon le coût moyen des offres recevables pour chaque lot) et en tenant compte des capacités du candidat à réaliser un ou plusieurs lots selon le document B1, critère « Organisation ».

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toute personne externe à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

vendredi 14 février 2020 à 11h00

auprès de

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité

Rue François-Dussaud 10 – 1227 Les Acacias

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur www.simap.ch

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

Les sites sont accessibles en tout temps hormis la galerie technique des Rues Basses (OA 5133), les couvertures des voies CFF de Saint-Jean (OA 3821, 3822 et 3823) et la couverture du canal de l'Aire (OA 3915).

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

Critères d'adjudication	Pondération
1. Qualité économique globale de l'offre	40 %
- Prix	
- Crédibilité du nombre d'heures	
2. Références du candidat	30 %
3. Organisation du candidat	30 %
Total	100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante : **formule linéaire T1 pondérée**

Note du soumissionnaire (arrondie au dixième) = $5 - (P \text{ offert} - P \text{ min.}) / (P \text{ moyen} - P \text{ min.})$

P offert : montant du prix offert

P min : montant du prix offert selon l'offre la plus basse reçue

P moyen : moyenne des prix offerts avec évacuation des montants extrêmes

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exclure un soumissionnaire si son offre est jugée anormalement basse.

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / fonction / profession	Suppléant
M. De Marco	Ville de Genève / Chargé d'opération / ing. civil	M. Hamdi
M. Roux	Ville de Genève / Chargé d'opération / ing. civil	M. Girard
M. Bailo	Canton / OCGC / Service des ouvrages d'art	-

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritère qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision de sélection ou relative au choix des participants à la procédure sélective (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 103 (édition 2003) est applicable.